

Méthodologie d'utilisation du fichier de calcul des engagements sociaux mutualisés du régime des IEG

En application de l'article 1er-I-7 du décret n°2004-1354 du 10 décembre 2004, et conformément aux échanges intervenus dans le cadre du groupe de travail entre les groupements d'employeurs et la CNIEG sur les engagements sociaux, il appartient à la Caisse Nationale des Industries Electriques et Gazières « de donner, chaque année, aux entreprises de la branche les informations dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'évaluation de leurs engagements comptables ».

Ces informations sont à votre disposition dans un tableur disponible sur le site Internet de la CNIEG : (« Espace entreprise », rubrique « Mes services » puis « Vos engagements financiers ») :

<https://www.cnieg.fr/accueil/entreprise/services/pilotage-statistiques/engagements-sociaux.html>

Ce tableur est protégé par un mot de passe qui vous a été communiqué par courrier le 23 novembre 2020 et par mail.

Le fichier se compose de sept onglets, dont :

- **« Eléments à saisir »,**
- **« Tableau Synthèse »,**
- **3 onglets de flux :**
 - **Ouverture Flux**
 - **Clôture Hyp2019**
 - **Clôture Flux**

UTILISATION SIMPLIFIEE DU TABLEUR

Si vous souhaitez uniquement connaître l'engagement de votre entreprise au 31 décembre 2020, seule la saisie des cellules suivantes dans la feuille « Eléments à saisir » est indispensable :

- La quote-part DSPNR en D4 (voir courrier du 23 novembre 2020 ou mail)
- La quote-part que représente la masse salariale de votre entreprise par rapport à celle du régime en D5 (voir courrier du 23 novembre 2020 ou mail)
- Taux d'actualisation au 31/12/2020 en D15
- Taux d'inflation au 31/12/2020 en D16

Vous obtenez ainsi **l'engagement au 31 décembre 2020 sur la ligne 36** de la Feuille tableau Synthèse.

Les autres éléments à saisir permettent d'obtenir la décomposition de l'évolution de l'engagement sur l'exercice.



I) **l'onglet « Éléments à saisir »**

Cet onglet contient une liste d'éléments « A saisir par l'entreprise » (voir ci-dessous).

Chaque entreprise saisira, dans la zone qui lui est réservée, les éléments qui lui sont propres :

- **Cellule D3** : saisir le nom de l'entreprise
- **Cellule D4** : saisir la quote-part des droits spécifiques passés du décret n° 2005-322 du 5 avril 2005, de l'entreprise, après l'abattement concernant les activités régulées. L'information est communiquée, **dans le courrier du 23 novembre 2020** (également envoyé par mail) sur la communication des engagements financiers mutualisés, adressée par la CNIEG à chaque entreprise.
- **Cellule D5** : saisir la quote-part correspondant au poids relatif en 2020 de l'assiette de salaire régime spécial de l'entreprise dans la masse totale des salaires du régime des IEG. Elle est estimée, à fin septembre 2020, à partir des DSN reçues par la CNIEG. L'information est communiquée, dans le **courrier du 23 novembre 2020** (également envoyé par mail) sur la communication des engagements financiers mutualisés, adressée par la CNIEG à chaque entreprise.
- **Cellule D6** : saisir le montant *annuel* de **l'appel à cotisation provisionnelle adressé par la CNIEG le 28 novembre 2019** au titre des droits spécifiques passés non régulés de l'exercice 2020
- **Cellule D7** : saisir le montant total annuel sur l'exercice 2020 de l'assiette de salaire régime spécial que l'entreprise déclare mensuellement en DSN **au titre de l'année 2020**
- **Cellule D8** : Reprendre la quote-part indiquée en **cellule D4**.
- **Cellule D9** : saisir la quote-part correspondant au poids relatif **en 2019** de l'assiette de salaire régime spécial de l'entreprise dans la masse totale des salaires du régime des IEG. L'information a été communiquée, l'an passé, à votre entreprise dans le **courrier du 22 novembre 2019**.
- **Cellule D12** : Placez-vous sur la cellule et saisissez le taux d'actualisation que vous aviez retenu **en 2019** pour le calcul de vos engagements (Saisir un taux d'actualisation entre 0% et 5%).
- **Cellule D13** : Placez-vous sur la cellule et saisissez le taux d'inflation sous-jacent que vous aviez retenu **en 2019** pour le calcul de vos engagements (taux d'inflation possibles de 0,00% à 2,00%).
- **Cellule D15** : Placez-vous sur la cellule et saisissez le taux d'actualisation que vous avez retenu **au 31 décembre 2020**. Conformément aux échanges intervenus, le 4 octobre 2019, dans le cadre du groupe de travail entre les groupements d'employeurs et la CNIEG, les taux possibles vont de 0% à 5%.
- **Cellule D16** : Placez-vous sur la cellule et saisissez le taux d'inflation sous-jacent que vous avez retenu **en 2020** pour le calcul de vos engagements (taux d'inflation possibles de 0,00% à 2,00%).
- **Cellule D19** : Saisir le montant de la régularisation notifiée par la CNIEG le **26 mars 2020 (annexe 5 du courrier)** au titre des droits spécifiques passés non régulés de l'exercice 2019. Saisir un montant négatif car il s'agit d'un remboursement de trop perçu par la CNIEG.
- **Cellule D20** : Saisir le montant de la régularisation notifiée par la CNIEG le **26 mars 2020 (annexe 3 du courrier)** au titre des cotisations 2019 du régime spécial. Saisir un montant négatif car il s'agit d'un remboursement de trop perçu par la CNIEG.



- **Cellule D21** : Saisir le montant de la régularisation notifiée par la CNIEG le **26 mars 2020 (annexe 2 du courrier)** au titre des cotisations 2019 des régimes de droit commun. Saisir un montant négatif car il s'agit d'un remboursement de trop perçu par la CNIEG.
- **Cellule D22** : Saisir le montant de la régularisation notifiée par la CNIEG le **26 mars 2019 (annexe 4 du courrier)** au titre de la prestation complémentaire d'invalidité. Saisir un montant positif car il s'agit d'un appel de cotisations complémentaires par la CNIEG.



II) **l'onglet « Tableau synthèse »**

Il a été convenu, dans le cadre du groupe de travail entre les employeurs et la CNIEG sur les engagements sociaux, que le taux d'actualisation serait libre dans une fourchette de 0,00% à 5,00%. Ainsi chaque entreprise peut choisir le taux d'actualisation de son choix.

N.B : Dans le cadre du scénario central, l'hypothèse d'inflation long terme sous jacente retenue est de 1,50% (1,50% en 2019). Mais l'entreprise a la possibilité de retenir un taux d'inflation compris entre 0,00% et 2,00%.

A cet égard, il n'est pas du ressort de la CNIEG de préconiser un taux d'actualisation plutôt qu'un autre. Il s'agit d'un choix propre à chaque entreprise qui doit être effectué en accord avec son Commissaire aux Comptes.

Il appartient également à chaque entreprise d'analyser avec son Commissaire aux Comptes les éléments qu'elle doit provisionner.

Ainsi, la mission de la CNIEG prévue à l'article 1-7 du décret précédemment évoqué consiste uniquement à « donner aux entreprises de la branche [...] les informations dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'évaluation de leurs engagements comptables ».

Cet onglet contient les informations nécessaires à la comptabilisation selon la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel dans le référentiel des normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Un **premier tableau** résume les informations **pour l'ensemble du régime**, avec :

- L'engagement calculé au 31/12/2019 (1) après la Censure du Conseil Constitutionnelle,
- La charge d'intérêt 2020 (2)
- Le coût des services 2020 (3)
- L'estimation des prestations payées en 2020 (4)
- L'engagement calculé au 31/12/2020 avec les hypothèses 209 (5)
- L'engagement calculé au 31/12/2020 avec les hypothèses 2020 (6)

La différence entre :

- Les lignes (5) et la somme des lignes (1) + (2) +(3) +(4) donne les écarts actuariels 2019 d'expérience
- Les lignes (6) et (5) donne les écarts dus au changement de taux d'actualisation et d'inflation (hypothèse financière)

Un **second tableau** résume ces informations **pour chaque entreprise** à partir des éléments saisis dans l'onglet « Eléments à saisir » évoqué au paragraphe précédent.

Chaque entreprise se rapprochera de son Commissaire aux Comptes pour analyser les traitements à opérer à partir des informations communiquées.

Pour les entreprises qui souhaiteraient uniquement disposer des engagements calculés au 31/12/2020, elles pourront les constater sur la ligne 36 de l'onglet « Tableau synthèse ».



L'engagement Retraite se décompose en :

- engagement au titre des droits spécifiques validés après le 31/12/2004 et après abattement pour activité régulée,
- engagement au titre des droits spécifiques validés après le 31/12/2004,
- engagement relatif aux cotisations des « préretraités » au sens des conventions financières signées entre la CNIEG et la CNAV, l'ARRCO et l'AGIRC, (selon la norme IAS 19, les entreprises doivent le provisionner car le salarié n'est plus en activité : il s'agit donc d'un avantage postérieur à l'emploi),
- engagement relatif à la contrepartie des cotisations mentionnées au point ci-dessus. Afin de tenir compte des droits acquis auprès des régimes de droit commun pendant la phase de préretraite les entreprises peuvent déduire de l'engagement au titre des cotisations de préretraite les droits générés par ces cotisations,

Les autres risques dont l'évaluation a été demandée par les entreprises sont :

- engagement pour frais de gestion de la CNIEG,
- engagement pour capitaux décès,
- engagement pour aide aux frais d'étude versées aux inactifs,
- engagement pour les rentes Accident du Travail et Maladie Professionnelle en cours de versement,
- engagement pour les pensions d'invalidité en cours de versement.
- engagement pour les prestations complémentaires d'invalidité en cours de versement (cf. accord collectif de branche du 24 avril 2008).



III) **Les onglets « Flux »**

Ces informations sont présentées à la demande des entreprises qui souhaitent calculer elles-même leur engagement Retraite :

- « Ouverture_Flux » : flux à l'ouverture (engagement au 31 décembre 2019),
- « Clôture_Hyp2019 » : flux à la clôture (engagement au 31 décembre 2020) avec les hypothèses 2019 et la réglementation inchangée,
- « Clôture_Flux » : flux à la clôture avec les hypothèses 2020.

Attention, il ne s'agit pas d'une prévision des futurs flux annuels de retraite pour l'ensemble de la population (retraités, agents actuellement en activité et « futurs embauchés ») mais d'une projection cohérente avec le calcul des engagements en « droits acquis » (au 31/12/2020) sur une « population « fermée » (retraités et agents actuellement en activité), selon les principes de la norme IAS19.

